



Voici les propositions faites par les citoyens lors de l'atelier « Expression libre » :

- Démocratie participative a la politique représentative
- Que tous les partis soient représentés
- Le Referendum Initiative Citoyenne
- Réformer le referendum actuel
- Vote obligatoire
- Comptabiliser le vote blanc
- Que tout le monde paye l'impôt 1 euro par mois
- Mobilité dans les villages
- Pourquoi 2000 euros (Contribution Sociale Généralisée - CSG), pourquoi pas toutes les retraites
- Pourquoi supprimer la taxe d'habitation pour tout le monde et pas la CSG
- Prime de vie chère pour la région Haute-Savoie
- Tenir compte des régions, pour fixer un salaire minimum exemple pour la Haute-Savoie: 2000 euros
- Que fait l'état avec nos impôts
- Baisser la TVA sur les produits de première nécessité
- Payer moins de charges (TVA) sur les charges fixes
- Réduire l'écart des salaires et entre les hommes et les femmes
- Le logement est la principale inégalité, exiger aux départements une augmentation des logements sociaux
- Remboursement des médecines alternatives et parallèles
- Protéger plus les bailleurs
- Supprimer les tabous des écarts de salaires
- Fin des partenariats privés publics
- Faire des permanences dans les villages (services publics)
- Encourager les entreprises à garder les plus âgés pour former les plus jeunes au lieu de les pousser vers la porte avant l'âge de la retraite
- Maintenir le Crédit d'Impôt pour la Compétitivité et l'Emploi (CICE) uniquement pour les petites et moyennes entreprises et les artisans
- Règles pour redistribuer les richesses : un tiers, un tiers, un tiers
- L'indexation de toutes les retraites sur le coût de la vie
- Avoir plus d'harmonisation des règles commerciales et fiscales au niveau de l'Europe
- Réduire la dette en augmentant le Produit Intérieur Brut (PIB)
- Taxer les flux financiers, un genre de TVA
- Taxer plus les produits importés que les produits français

Grand Débat National – Atelier expression libre
Vendredi 25 janvier
Espace Tully - Thonon

- Arrêter de payer la dette de la France
- Pour faire des économies, que tous les fonctionnaires de catégorie A exercent dans leurs fonctions au lieu d'être dans un bureau pour exercer un emploi d'un fonctionnaire de catégorie C
- Supprimer les avantages liés aux statuts d'anciens présidents
- Passer l'âge de départ à la retraite à 65 ans
- Maintenir le versement du Revenu de Solidarité Active (RSA) pendant six à douze mois, dès lors qu'une personne retrouve une activité professionnelle surtout pour les mères isolées
- Pourquoi un service national de 3 mois ? pourquoi ne pas remettre le service national de 12 mois ?
- Indexer dans toutes les entreprises les salaires. Ex : si le salaire du patron augmente de 20% celui des salariés aussi
- Baisser les charges des auto-entrepreneurs
- Encourager et aider les mères célibataires dans leurs démarches professionnelles (garde d'enfants, déplacements...)
- Permettre aux personnes qui ont des revenus précaires d'accéder aux différents crédits sans apports, parfois ça coûte plus cher de payer un loyer que de rembourser un crédit
- Plus de moyens pour les services et personnels de santé
- Diminuer le nombre de fonctionnaires dans les différentes administrations
- Supprimer la totalité des avantages pour fonctionnaires et hauts fonctionnaires d'états
- Supprimer le sénat
- Développer encore plus les filières professionnelles, comme en Suisse et en Allemagne
- Remettre les cours d'éducation civique dans le programme éducatif
- Parler plus de l'Europe dans les écoles
- Possibilité d'une politique d'amnistie pour les engagés politiques face aux problèmes de justice

-



Voici les propositions faites par les citoyens lors de l'atelier « Démocratie et citoyenneté » :

VIE INSTITUTIONNELLE ET DEMOCRATIQUE

1. En qui faites-vous le plus confiance pour vos faire représenter dans la société et pourquoi ?

Le suffrage universel est légitime, quel que soit le mandat. Une fois élu, l'élu n'écoute plus (d'où la demande de Référendum d'Initiative Citoyenne). La représentativité est essentielle. La démocratie participative reste à construire. Souhait de recourir aux pétitions pour des appels aux référendum plus fréquents. Transparence et visibilité absentes de la part des élus. Exiger des bilans intermédiaires (quels critères ?). Votes blancs et nuls doivent être pris en compte. Le vote doit être obligatoire. Plus de proportionnelle, moins de carriérisme politique. Mise en place d'élections à mi-mandat.

2. En dehors des élus politiques, faut-il donner un rôle plus important aux associations et aux organisations syndicales et professionnelles ?

Le groupe ne se prononce pas car trouve la question fermée (cases à cocher)

3. Que faudrait-il faire pour renouer le lien entre les citoyens et les élus qui les représentent ?

On ne connaît pas assez les élus. Ils doivent être plus présents pendant et hors élections. Il faut intéresser les citoyens. Donner un temps de paroles aux citoyens lors des conseils municipaux. Votes obligatoires, et reconnaissance des votes blancs et nuls. Organisation de débats réguliers, et obligation de rendre des comptes. Comment choisir les individus qui se portent garants des personnes désirant être élus ?

4. Le non-cumul des mandats instaurés en 2017 pour les parlementaires (députés et sénateurs) est :

Le groupe exprime majoritairement que le non-cumul est une bonne chose. Les indemnités doivent être plafonnées, non cumulées (ex : retraites à la fin du mandat). Prendre exemple sur le principe de coalition présent en Allemagne.

5. Que faudrait-il faire pour mieux représenter les différentes sensibilités politiques ?

Instaurer une dose de proportionnelle à toutes les élections.

6. Selon vous, faut-il introduire une dose de proportionnelles pour certaines élections, lesquelles ?

Idem réponse que la numéro 5. Les élections municipales ne sont pas proposées dans les choix, elles doivent en faire partie. Objectif, laisser le dernier mot au peuple (ex : Suisse)

7. Pensez-vous qu'il serait souhaitable de réduire le nombre de parlementaires (députés + sénateurs = 925) ? Pensez-vous qu'il serait souhaitable de réduire le nombre d'autres élus ?

Pour un participant, les deux corps (sénateurs et députés) sont de trop. La majorité du groupe ne se prononce pas vraiment, ni oui, ni non. Il faudrait restreindre les strates de 5 à 3 (Etat, Région, Département, Communautés de Communes, Communes) mais pas forcément le nombre d'élus.

8. Que pensez-vous de la participation des citoyens aux élections et comment les inciter à y participer davantage ?

Le vote doit être obligatoire. Des amendes possibles. Obligation de tenir un bureau de vote.

9. Faut-il rendre le vote obligatoire ?

Oui

10. Faut-il prendre en compte le vote blanc ?

Oui (et Nul)

11. Que faudrait-il faire aujourd'hui pour mieux associer les citoyens aux grandes orientations et à la décision publique ? Comment mettre en place une démocratie plus participative ?

Tirer les personnes au hasard pour participer, en récusant si possible comme en justice. Obligation d'être élu avant d'être élu (expérimenter ?). RIC (le peuple décide). Système pyramidal. Empêcher une concentration excessive (loi). Mise en place de « Conseil d'Administrations » comme dans le privé, populaire et tirer au sort dans la population. Notation des candidats. Identité complète du candidat (casier judiciaire à présenter obligatoirement). Présentation de bilans avant une réélection (pour la légitimité). Ecole obligatoire avant d'avoir la carte de résidence (intégration). Loi de la transparence. Conseil municipal doit informer les citoyens (ordre du jour, etc...). Les élus doivent mettre en place l'accès à l'information. Interdire les lobbying ou les afficher plus clairement. Le respect du citoyen doit être plus présent, ainsi que son intégrité physique, devenir libres et éclairés. Il faut donner accès à toute l'information (ex cité : Enedis et le compteur Linky, sous-information). Cesser l'exploitation des matériels de défense (ex : flashball).

12. Faut-il avoir davantage recours au référendum au niveau national ?

Oui (majorité du groupe)

Faut-il avoir d'avantage recours au référendum au niveau local ?

Oui (majorité du groupe)

13. Faut-il faciliter le déclenchement du Référendum d'Initiative Partagée (le RIP est organisé à l'initiative des membres du Parlement soutenu par une partie du corps électoral) qui est applicable depuis 2015 ?

Impossibilité à mettre en place ! De par les règles de fonctionnement.

14. Faut-il tirer au sort des citoyens non élus pour les associer à la décision publique ?

Oui (majorité du groupe)

15. Que faudrait-il faire pour consulter plus directement les citoyens sur l'utilisation de l'argent public, par l'Etat et les collectivités ?

Transparence absolue, affichage public. Soumettre tous les montants à déclarations. Être élu n'est pas un métier. Le coût des agences et observatoires est trop élevé.

16. Quel rôle nos assemblées, dont le Sénat et le Conseil Economique, Social et Environnemental (CESE), doivent-elles jouer pour représenter nos territoires et la société civile ?

Le CESE ne doit pas servir à recaser, la durée éligible doit être réduite. Le rôle des sénateurs doit être différents des députés. Instaurer une proportionnelle sur les voix (ex : 60% pour les députés et 40% pour les sénateurs et/ou inversement selon.). La couleur politique est synonyme d'un problème de représentativité.

Faut-il les transformer ?

Oui (majorité du groupe). A la manière des USA (territoires). Augmenter les taux de présence et les sanctions. Une loi ne peut être adoptée si un taux faible de votant ; il faut a minima le quorum. Les collaborateurs peuvent être porteurs du pouvoir des élus. L'Assemblée Nationale peut être délocalisée et mobile. Interdiction de voter son augmentation, doit être prise en compte à la rigueur selon l'inflation.

VIE CITOYENNE

17. Diriez-vous que l'application de la laïcité en France est :

Satisfaisante (majorité du groupe). Loi 1905 citée

18. Que proposez-vous pour renforcer les principes de la laïcité dans le rapport entre l'Etat et les religions de notre pays ?

Favoriser l'émergence d'un clergé de l'islam. L'Etat ne doit pas gérer et s'interférer.

19. Comment garantir le respect par tous de la compréhension réciproque et des valeurs intangibles de la République ?

L'Etat doit nous respecter. Il y a une peur récurrente de la sanction. L'écoute n'est pas l'aspect premier. Il faut plus de formations, de respect de la part des services publics. Plus d'écoute et d'empathie. Les pouvoirs publics doivent venir à la rencontre de la population (marchés, forum...) L'éducation civique à remettre plus dans l'action. Mettre fin au tutoiement des instances publiques (forces de l'ordre, etc...). Il faut garantir le respect, l'égalité des droits et de traitement.

20. Que faudrait-il faire aujourd'hui pour renforcer l'engagement citoyen dans la société ?

Rassembler, réunir les citoyens avec les pouvoirs publics pour renouer avec « le » et « la » politique. S'impliquer dans la vie associative, mettre en place la gouvernance partagée, et la systématisation de conseils de quartiers.

21. Quels sont les comportements civiques qu'il faut promouvoir dans notre vie quotidienne ou collective ?

Plus de respect des pouvoirs publics et leur donner plus de moyens pour y arriver. Apporter son expertise comme élu et citoyen. Revoir le fonctionnement des conseils municipaux.

22. Que faudrait-il faire pour favoriser le développement de ces comportements civiques et par quels engagements concrets chacun peut-il y participer ?

Faire mieux comprendre ce qu'est l'incivilité, l'expliquer. L'école doit jouer son rôle (instruction civique) plus fortement, avoir un rôle d'influenceur. Influencer la participation. Faire un rappel à l'Histoire.

23. Que faudrait-il faire pour valoriser l'engagement citoyen dans les parcours de vie, dans les relations avec l'administration et les pouvoirs publics ?

Mise en place de conseil de vie sociale.

24. Quelles sont les incivilités les plus pénibles dans la vie quotidienne et que faudrait-il faire pour lutter contre ces incivilités ?

Les valeurs, le code de la route.

25. Que peuvent et doivent faire les pouvoirs publics pour répondre aux incivilités ?

Effectuer un rappel civique à l'âge adulte. Une espèce de formation continue, de la prévention.

26. Quel pourrait être le rôle de chacun pour faire reculer les incivilités dans la société ?

Ne sait pas (aucune réponse collectée)

27. Quelles sont les discriminations les plus répandues dont vous êtes témoin ou victime ?

L'homophobie, le racisme, la misogynie. Il y a parfois « un retour en arrière » et de plus en plus d'intolérances.

28. Que faudrait-il faire pour lutter contre ces discriminations et construire une société plus solidaire et plus tolérante ?

On constate moins de prévention et plus de silence. Il faut plus de sanctions. Et se sentir concerné.

29. Pensez-vous qu'il faille instaurer des contreparties aux différentes allocations de solidarité ?

Oui (majorité du groupe). Travail d'intérêt général pour la solidarité, se sentir impliqué, redonner du courage. Que ce soit obligatoire, tout en expliquant avec plus de pédagogie d'actuellement.

IMMIGRATION ET INTEGRATION

30. Que pensez-vous de la situation de l'immigration en France aujourd'hui et la politique migratoire ? Quelles sont, selon vous, les critères à mettre en place pour définir la politique migratoire ?

Meilleure gestion des flux. Ne pas laisser les enfants livrés à eux-mêmes (ex : mendicité aux feu rouge). Mettre un abri, un toit sur nos SDF en priorité. Trouver un toit pour tous. L'Europe doit s'en occuper ! Chacun (pays) doit prendre sa part.

31. En matière d'immigration, une fois nos obligations d'asile remplies, souhaitez-vous que nous puissions nous fixer des objectifs annuels définis par le Parlement ?

Oui, en accord avec l'Europe. L'Etat est souverain sur sa politique et l'Europe prends une décision collective

32. Que proposez-vous afin de répondre à ce défi qui va durer ?

Ne sait pas (aucune réponse collectée)

33. Quelles sont, selon vous, les modalités d'intégration les plus efficaces et les plus juste à mettre en place aujourd'hui dans la société ?

La scolarité et l'éducation au sens plus large.

34. Y a-t-il d'autres points sur la démocratie et la citoyenneté sur lesquels vous souhaiteriez vous exprimer ?

Expliquer ce qu'est la Démocratie et l'implication citoyenne. Plafonds de campagne identiques quelle que soit la représentativité.



Voici les propositions faites par les citoyens lors de l'atelier « La fiscalité et les dépenses publiques » :

- Égaliser les taux de TVA
- Complexité des taxes difficultés de comprendre l'imposition
- Simplifier la fiscalité
- Pas assez de transparence
- Formation scolaire
- Tout le monde souhaite payer des impôts à condition de connaître les dépenses
- Mettre en place des outils qui permettent de connaître clairement les dépenses de l'état
- Créer une chaîne d'information qui explique les recettes et dépenses de l'État
- Concertation publique autour des décisions fiscales
- Phénomène d'augmentation de taxes qui va à l'encontre des souhaits de la population
- Baisse des dépenses publiques en matière en défense
- Revenu du capital pas assez taxé
- Évasion fiscale – augmenter les moyens de recouvrir l'impôt qui s'échappe de France
- Que faire avec la dette ? Doit-on la payer ?
- Taxe TOBIN, pourquoi n'est-elle pas mise en place ?
- Crédit d'Impôt pour la Compétitivité et l'Emploi (CICE) : sans contrepartie d'emplois
- Département de la Haute-Savoie doit être reconnu pour zone de vie chère
- Superposition des couches fiscales et trop de niches fiscales
- Ne plus parler de dépenses publiques, mais d'investissement public
- Justice fiscale équilibrée
- Pas assez d'information sur les dépenses publiques
- Faire la différence entre les cotisations sociales et les charges
- Un impôt juste
- Paradis fiscal en Europe, c'est inadmissible
- Comprendre ce que l'on paye en impôts
- La dette publique ne devrait pas permettre l'enrichissement des banques
- Nous sommes trop dépendants de sociétés privées concernant notre dette
- Répartition de la dépense publique
- Utiliser la Banque européenne d'Investissement

Grand Débat National – La fiscalité et les dépenses publiques
Vendredi 25 janvier
Espace Tully - Thonon

- Augmenter les tranches d'imposition pour taxer plus les hauts et très hauts revenus.
- La flat tax doit être supprimée

- L'idée du pollueur payeur doit être développée
- Les actionnaires ont une mauvaise image auprès des contribuables
- Encadrer les salaires de haut dirigeant d'entreprise
- Supprimer les parachutes dorés
- Les agios bancaires sont insoutenables pour les ménages ayant des difficultés
- Plus d'égalité devant l'impôt est demandée
- Rétablir l'Impôt Sur le Fortune (ISF), ne serait-ce que pour le symbole
- Peut-on être confiant du rapport qui sera produit sur l'impact de la suppression de l'ISF
- Que toutes et tous payent un impôt sur le revenu, même symboliquement
- Offrir un meilleur soutien aux petites entreprises
- Supprimer les dépenses qui servent ou contribuent à la défiscalisation
- Supprimer les différences d'impositions entre les petites et grandes entreprises
- Supprimer la Contribution Sociale Généralisée (CSG)
- Renationaliser les autoroutes
- Ne pas privatiser les entreprises qui ont un impact sur le service public (ex : barrages électriques)
- Agir plus au niveau européen pour peser sur la finance mondiale
- Augmenter les dépenses publiques en faveur de la santé et notamment les hôpitaux
- Il faut faire en sorte que l'État puisse avoir un droit de véto sur les entreprises privées bénéficiant de subventions.
- Nationaliser les entreprises qui délocalisent alors qu'elles gagnent de l'argent.



Voici les propositions faites par les citoyens lors de l'atelier « Organisation des services » :

Administration :

- Pour les fonctionnaires

- Augmenter les moyens santé et éducation nationale
- Développer la prévention
- Passer la Haute-Savoie en zone de vie chère
- Les citoyens sont attachés au maintien de tous les niveaux de collectivités
- L'Etat doit transférer ses compétences économiques aux collectivités territoriales

- Vu des autres français :

- Demander aux fonctionnaires de se présenter
- Créer des guichets uniques pour ne pas perdre de temps avec les complexités administratives
- En contrepartie de la fin de l'emploi à vie, mieux reconnaître le mérite, permettre des bascules entre administrations et entre public et privé
- Former au management les cadres de la fonction publique
- Développer internet, mais maintenir un minimum de contact humain dans chaque administration
- Souhaitent la simplification du millefeuille, l'échelon départemental étant le moins justifié

Services publics :

- Globalement les services publics sont bien assurés en Haute Savoie, sans que les participants puissent définir quelle distance à parcourir est acceptable
- Certains services publics sont considérés comme peu performants, comme Pôle Emploi, la CAF, l'aide aux handicapés
- Obligation, pour toutes les administrations et services publics, d'avoir un préposé à l'accueil pour réaliser les opérations à la place des personnes en difficulté avec le numérique
- Par contre, l'éducation nationale et la sécurité sociale sont plébiscitées

Grand Débat National – Organisation des services
Vendredi 25 janvier
Espace Tully - Thonon

- Certaines personnes ayant créé leur entreprise sont peu satisfaites des services de la Chambre de Commerce et d'Industrie
- Pour les territoires en difficultés, il faut augmenter par la péréquation, sans oublier que les départements dynamiques comme la Haute-Savoie ont des besoins d'investissements en infrastructures plus importants.



Voici les propositions faites par les citoyens lors de l'atelier « Transition écologique » :

Que faudrait-il faire selon vous pour apporter des réponses aux problèmes d'environnement ?

- Retour de Nicolas Hulot au gouvernement
- Fin du glyphosate immédiatement
- Baisse de la TVA sur les produits bio
- Promouvoir une politique du bio et du local
- Éducation à l'éco conduite
- Taxer le kérosène pour l'aérien et le maritime
- Une vraie politique ferroviaire pour nos territoires
- Développer le ferroutage en France et le rendre obligatoire
- Interdiction d'exploitation de la mine d'or en Guyane
- Politique du transport en commun efficace et gratuite
- Décentralisation de la limitation de vitesse
- Une politique forte de covoiturage
- Plan ambitieux pour les voies cyclables
- Interdiction des camions pendant un pic de pollution
- Restauration du crédit d'impôt à la rénovation thermique de 35% avec une cohérence dans le temps
- Plan de rénovation de l'habitat plutôt que de construire sans cohérence
- Décentralisation des taxes sur l'environnement
- Fin du plafond sur les aides à l'environnement
- Interdiction des décharges à ciel ouvert
- Éducation civique aux gestes sur l'environnement
- Droit de veto des maires pour les constructions
- Fin de la densité urbaniste avec la loi relative à la Solidarité et au Renouvellement Urbain
- Contrôle plus intense des entreprises et obligation d'un bilan carbone
- Afficher un logo sur les produits pour identifier les entreprises avec l'Iso 1401
- Tenir compte des coûts sociaux de la pollution
- Favoriser le circuit court
- Une vraie politique de l'hydrogène
- Interdiction de la chasse à courre, de la chasse à la glu, de la chasse des espèces menacées, et annulation de l'autorisation de tirer les oies cendrées

Grand Débat National – Transition écologique
Vendredi 25 janvier
Espace Tully - Thonon

- Interdiction des pesticides
- Manque d'ambition du gouvernement sur l'écologie
- Mise en place de bateau nettoyeur sur nos océans/mers/lacs
- Fin de la pollution spatiale
- Le ministère de l'environnement doit être le Bercy d'aujourd'hui
- Une Europe exemplaire sur l'écologie
- Pas d'accompagnement de l'Etat pour les multinationales
- Les occidentaux doivent être un exemple écologique pour le reste des pays
- Fonctionnement du Cornavin-Eaux-Vives-Annemasse (CEVA) 24h/24 avec un aménagement pendant la nuit
- Financement des entreprises pour la pollution, pollueur/payeur
- Fin des emballages inutiles
- Interdiction des vols nationaux
- Développer la recherche écologique
- Créer un droit opposable à un environnement sain
- Revoir la carte pollution de l'Agence De l'Environnement et de la Maîtrise de l'Energie (ADEME)
- Une vraie politique du bonus/malus pour les voitures
- Développer le biogaz
- Politique anti-gaspi